

*Tenant compte* de sa résolution 1983/27 du 26 mai 1983, qui confirmait le mandat donné à la Commission d'examiner des communications confidentielles et non confidentielles relatives à la condition de la femme et l'autorisait à désigner un groupe de travail chargé d'examiner les communications et de porter à l'attention de la Commission les communications et les réponses des gouvernements, qui semblaient révéler l'existence de preuves fiables d'injustices constantes et systématiques et de pratiques discriminatoires à l'égard des femmes,

*Réaffirmant* que la discrimination à l'égard des femmes est incompatible avec la dignité humaine et que les femmes et les hommes devraient participer sur un pied d'égalité, quelle que soit leur race ou leur confession, aux activités sociales, économiques et politiques de leur pays,

*Rappelant* sa résolution 1990/8 du 24 mai 1990, par laquelle il a prié le Secrétaire général d'examiner, en consultant les gouvernements, les mécanismes existants concernant les communications relatives à la condition de la femme, afin que ces communications puissent être examinées de manière efficace et coordonnée, compte tenu du rôle qu'elles jouent dans les travaux de la Commission, et de faire rapport à ce sujet à la Commission à sa trente-cinquième session,

*Rappelant également* sa résolution 1992/19 du 30 juillet 1992, dans laquelle il a prié le Secrétaire général de faire connaître largement l'existence et la portée des mécanismes de la Commission pour les communications et d'assurer, comme il convient, la coordination des activités de la Commission dans ce domaine avec celles des autres organes du Conseil, et dans laquelle il a prié la Commission d'examiner les moyens de rendre plus transparent et efficace le système de réception et d'examen des communications, y compris les normes de recevabilité,

*Ayant à l'esprit* la conclusion à laquelle est parvenu le Groupe de travail chargé d'étudier les communications relatives à la condition de la femme dans son rapport à la Commission à sa trente-cinquième session<sup>31</sup>, à savoir que, si la procédure des communications offrait une source d'information précieuse concernant les effets de la discrimination sur la vie des femmes, elle devrait cependant être améliorée de façon à être plus efficace et utile et que des critères précis touchant la recevabilité des communications devraient être fixés,

1. *Réaffirme* que la Commission de la condition de la femme est habilitée à présenter des recommandations au Conseil économique et social sur les mesures à prendre au sujet des tendances et des formes de discrimination à l'égard des femmes qui se dessinent et que révèlent les communications relatives à la condition de la femme;

2. *Prie* le Secrétaire général de continuer à faire connaître largement, en faisant appel à tous les médias disponibles, l'existence et la portée des mécanismes de la Commission pour les communications;

3. *Prie également* le Secrétaire général de continuer d'appuyer les activités de la Commission relatives à l'examen des communications et d'assurer, comme il convient, la coordination des activités de la Commission dans ce domaine avec celles des autres organes du Conseil;

4. *Invite* la Commission à tenir compte du rapport sur l'examen des mécanismes existants pour les communi-

cations relatives à la condition de la femme<sup>32</sup>, que le Secrétaire général a présenté à la Commission à sa trente-cinquième session, lorsqu'elle étudiera les moyens de rendre plus efficace la procédure actuelle de réception et d'examen des communications;

5. *Invite* chaque groupe régional à désigner, une semaine avant chaque session de la Commission, un membre du Groupe de travail chargé d'étudier les communications relatives à la condition de la femme;

6. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte à la Commission, à sa trente-huitième session, des moyens par lesquels il a fait connaître les mécanismes de la Commission concernant les communications;

7. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que toute augmentation de coûts résultant des activités exposées dans la présente résolution soit maintenue à un niveau minimal et que ces activités soient menées dans le cadre des ressources existantes

43<sup>e</sup> séance plénière  
27 juillet 1993

## 1993/12. Les femmes, l'environnement et le développement

*Le Conseil économique et social,*

*Considérant* la résolution 46/167 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1991, sur les femmes, l'environnement, la population et le développement durable, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de consacrer, dans le rapport sur la participation effective et l'intégration des femmes au développement, un chapitre distinct sur leur rôle dans la préservation de l'environnement et la réalisation d'un développement durable et de lui présenter ledit rapport à sa quarante-huitième session,

*Rappelant* la résolution 36/6 de la Commission de la condition de la femme, en date du 20 mars 1992, dans laquelle la Commission, entre autres choses, a instamment prié les gouvernements d'adopter des lois, des politiques et des programmes pour promouvoir la participation des femmes à la sauvegarde de l'environnement, et invité les gouvernements des pays donateurs, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales compétentes à veiller à ce qu'une plus grande attention soit accordée aux contributions des femmes à la protection et à la gestion de l'environnement dans leurs activités de coopération avec les pays en développement et dans l'assistance qu'ils leur apportent<sup>33</sup>,

*Se félicitant* de la résolution 47/191 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1992, dans laquelle l'Assemblée a pris acte de la décision du Secrétaire général de créer, sous la direction d'un secrétaire général adjoint, un département de la coordination des politiques et du développement durable et invité le Secrétaire général à constituer un secrétariat clairement identifiable, hautement qualifié et compétent, qui fournira des services d'appui administratif à la Commission du développement durable, au Comité interorganisations sur le développement durable et au Conseil consultatif de haut niveau, étant entendu qu'il faudra respecter à tous les niveaux de ce secrétariat un équilibre entre son personnel masculin et féminin,

*Se félicitant*, d'une part, de l'inclusion du principe 20 dans la Déclaration de Rio sur l'environnement et le dévelop-

pement<sup>34</sup>, adoptée par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, aux termes duquel les femmes ont un rôle vital dans la gestion de l'environnement et le développement et leur pleine participation est donc essentielle à la réalisation d'un développement durable, et, d'autre part, de la prise en compte des questions relatives à l'égalité des sexes dans l'Action 21<sup>35</sup>, notamment de l'importance particulière accordée aux femmes à son chapitre 24,

Notant qu'au paragraphe 24.9 d'Action 21 il est recommandé que l'étude du Secrétaire général consacrée au rôle de tous les organismes des Nations Unies dans la réalisation des objectifs fixés en matière de développement et d'environnement vise à déterminer comment renforcer les programmes en matière d'environnement et de développement de chaque organisme des Nations Unies en vue de l'exécution d'Action 21, et comment faire participer les femmes aux programmes et décisions concernant le développement durable, en particulier en formulant des recommandations pour renforcer les capacités des organismes des Nations Unies s'occupant particulièrement des femmes, comme la Division de la promotion de la femme du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Secrétariat, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme,

Notant également les recommandations et objectifs proposés aux gouvernements dans le chapitre 24 d'Action 21, y compris l'objectif énoncé à l'alinéa d du paragraphe 24.2 consistant à mettre en place aux niveaux national, régional et international, d'ici à 1995, des mécanismes permettant d'évaluer la mise en œuvre des politiques et programmes en matière de développement et d'environnement ainsi que leurs effets sur les femmes, et de veiller à ce qu'elles contribuent à ces politiques et programmes et en tirent parti,

Considérant que la quatrième Conférence mondiale sur les femmes : lutte pour l'égalité, le développement et la paix, qui se tiendra à Beijing du 4 au 15 septembre 1995, offrira d'importantes possibilités d'examiner la condition actuelle des femmes et de fixer des priorités pour les activités futures, y compris en matière d'environnement et de développement,

1. *Demande instamment* à la Commission du développement durable, au Comité interorganisations sur le développement durable et au Conseil consultatif de haut niveau d'élaborer des mécanismes appropriés pour faire en sorte que les objectifs et activités énoncés dans l'Action 21, qui portent sur le rôle des femmes dans le développement durable en tant qu'agents et bénéficiaires, soient appuyés, que les objectifs soient réalisés, que les activités et autres mesures recommandées soient exécutées et que les gouvernements et tous les organismes compétents des Nations Unies suivent la question et fassent rapport à ce sujet;

2. *Prie* le Secrétaire général d'inclure des renseignements sur cette question dans le chapitre consacré au rôle des femmes dans la préservation de l'environnement et la réalisation d'un développement durable dans son rapport sur la participation effective et l'intégration des femmes au développement, qui doit être présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session, conformément à la résolution 46/167 de l'Assemblée;

3. *Demande instamment* aux gouvernements de prendre en considération et d'appliquer les recommandations figu-

rant dans l'Action 21 pour garantir la participation des femmes à l'élaboration des politiques et programmes concernant la gestion de l'environnement et le développement durable et aux prises de décisions y relatives;

4. *Prie* les gouvernements de faire figurer dans leurs rapports à la quatrième Conférence sur les femmes : lutte pour l'égalité, le développement et la paix des renseignements précisant dans quelle mesure les objectifs relatifs aux femmes qui sont proposés aux gouvernements au chapitre 24 d'Action 21 ont été réalisés et dans quelle mesure les activités recommandées dans ce chapitre ont été mises en œuvre;

5. *Convient* de faire le point des activités en cours et prévues de la Commission de la condition de la femme afin de déterminer lesquelles des recommandations d'Action 21 relatives aux femmes sont déjà prises en compte dans ces activités et d'examiner comment les autres recommandations pourraient être retenues dans les activités futures de la Commission, y compris en ce qui concerne les préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes;

6. *Prie* la Commission de la condition de la femme d'examiner, lors des débats sur les préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à sa trente-huitième session, les recommandations d'Action 21 relatives aux femmes afin :

a) D'étudier comment il serait possible de faciliter l'application des recommandations, notamment en examinant le rôle des gouvernements, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales;

b) D'envisager de quelle façon la Commission de la condition de la femme pourrait coopérer avec la Commission du développement durable et lui apporter son appui pour faire en sorte que les questions relatives à la condition de la femme soient effectivement intégrées dans son programme de travail.

43<sup>e</sup> séance plénière  
27 juillet 1993

### 1993/13. Les femmes et les enfants vivant sous le régime d'apartheid

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* sa résolution 1992/15 du 30 juillet 1992,

*Réaffirmant* les dispositions de la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, qui figure en annexe à la résolution S-16/1 de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1989,

*Prenant note* de la résolution 47/95 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1992,

*Alarmé* par les privations socio-économiques sérieuses auxquelles la majorité de la population, et en particulier les femmes et les enfants, est sujette comme suite directe de l'apartheid,

*Profondément préoccupé* par la violence à mobile politique qui a à ce jour fait des milliers de morts et laissé sans foyer des centaines de milliers de personnes, dont en majorité des femmes et des enfants, en particulier dans les provinces du Natal et du Transvaal,

*Notant* les changements positifs opérés par le Gouvernement sud-africain pour démanteler le régime d'apartheid, qui étaient le résultat de la lutte acharnée menée par le peuple